

ANALYSE DU 29 juin 2012

LE TOGO PEUT-IL ÊTRE VIVANT...

Quand Faure Gnassingbé transforme le peuple togolais en « mort-vivant » ?

Un conseiller de Faure Gnassingbé, qui a rang de Ministre du Togo, de surcroît ancien repris de justice en France, insinue qu'une partie majoritaire du Peuple togolais veut « *achever le bon travail de Faure Gnassingbé* ». Quand il croit qu'une certaine « *communauté internationale* » le soutient dans ses digressions, il y a danger ! Le CVU-Togo-Diaspora reste donc vigilant. Il doit bien faire le constat que c'est Faure Gnassingbé, et au demeurant tout le système Gnassingbé, qui reposent sur la force militaire clanique, laquelle s'organise pour transformer le peuple togolais en un peuple « *mort-vivant* ». Dans ces conditions, le Togo ne peut être vivant, contrairement à ce qu'affirme le conseiller de Faure Gnassingbé, Koffi Souza qu'il faut bien rebaptiser, ce dans le cadre de l'authenticité : Charles Koffi Souza-Debbash.

Face aux manifestations insurrectionnelles de ce mois de juin 2012, c'est donc bien au réveil du peuple togolais auquel l'on assiste, avec la montée en puissance de mouvements citoyens - dont le « Collectif Sauvons le Togo (CST) » - qui viennent en appui aux partis politiques de l'alternance. La vérité est que Faure Gnassingbé veut éradiquer les mouvements populaires. C'est donc le système RPT/UNIR qui veut « *achever* » le Peuple togolais. Pour bien comprendre la pensée de l'exécutif togolais, il faut absolument lire l'article du « *nègre blanc* » de service de Faure Gnassingbé (voir annexe 1).

1. L'IMAGINATION FERTILE DE KOFFI SOUZA, LE CONSEILLER BLANC DE LA PRESIDENCE

C'est en toute discrétion que le juriste blanc de service à la présidence togolaise, accuse le coup du ras-le-bol des populations togolaises qui s'exprime entre autres par la voie du « collectif Sauvons le Togo », mais aussi grâce aux partis politiques d'alternance, ce désormais sur l'ensemble du territoire (Lomé, Sokodé, Kara, etc.) et dans la Diaspora.

Aucun togolais sérieux ne peut rester insensible au texte incomplet de Koffi Souza, le conseiller juridique de Faure Gnassingbé à la Présidence de la République togolaise. Ce texte affirme que « *le Togo est vivant* » et que si les institutions internationales jugent cela favorablement, alors la population n'a qu'à se « *taire* », car « *l'impulsion est donnée dans le bon sens* »¹. Mais accuser de manière récurrente indirectement, la société civile et le peuple togolais conscients, de contracter la « *fièvre* », en oubliant que depuis plus de 40 ans, c'est le système du RPT/UNIR qui empêche le Togo de connaître toute véritable respiration démocratique fondée sur la vérité des urnes est une erreur, voire une fausse propagande. Seule l'alternance politique

¹ Koffi Souza (2012). "Le Togo vivant", In *Republicoftogo*, le 25 juin 2012, voir <<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Editos/Togo-vivant>><<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Editos/Togo-vivant>>, accédé le 25 juin 2012.

permettra au Togo de repartir sur des fondements de confiance. Rappelons tout de même que les droits humains élémentaires sont bafoués, sans compter l'institutionnalisation de la contrevérité des urnes et l'utilisation de l'armée non-républicaine pour opprimer et brutaliser la population. C'est donc à l'exercice préféré du régime RPT/UNIR qu'est la désinformation, que Charles DEBBASH, alias Koffi Souza s'est invité, sur l'ordre vraisemblablement de son patron. Ainsi, « Le Togo vivant » de Koffi Souza ne peut se pérenniser que si le peuple togolais demeure amorphe, ne conteste pas, accepte tout comme une fatalité... bref, si le peuple est un mort-vivant. Le problème est que ce Peuple, après tant d'humiliation, dit NON, cela suffit... Le Changement maintenant !

Oui ! Si le Togo du Système de Faure Gnassingbé est « bien vivant », les conséquences de ce système sont dramatiques avec plus de 65 % de pauvreté. Il n'est donc pas étonnant que face à une forme d'envoûtement collectif du peuple togolais par le RPT/UNIR pour en faire un peuple « mort-vivant », des forces contraires se lèvent pour exorciser le pays. Il ne faut pas compter sur tous les ecclésiastiques puisque certains comme Mgr Barrigah-Bénissan de la Commission Vérité Justice Réconciliation (CVJR) ont choisi de verser plus dans l'impunité que dans la justice.

Le peuple togolais et plus particulièrement une de ses représentations, le « collectif Sauvons le Togo » et ses relais dans la Diaspora, constate que c'est bien Faure Gnassingbé, et entre autres son conseiller Koffi Souza qui s'obstinent à ne pas reconnaître qu'il n'y a pas de respect de la vérité et du verdict des urnes au Togo depuis plus de 4 décennies. En particulier lorsque les tenants du RPT/UNIR refusent de mettre en œuvre la décision du référendum de 1992, établissant la « vraie » Constitution du Togo, et s'abritent derrière les résultats d'élections présidentielles usurpées dans le sang de 2005 et 2010. Ils ne peuvent avoir comme stratégie que la désinformation. Alors en parlant du Togo et donc de son peuple, il faut bien rétablir la vérité en affirmant que le peuple togolais, y compris sa Diaspora, « n'est pas à la disposition de ceux qui veulent l'achever² ». Charles Koffi Souza-Debbash est persuadé du contraire et oublie de parler du peuple togolais. Il use et abuse de la sémantique en remplaçant allégrement et systématiquement le « Peuple » par le mot valise « Togo », qui signifie vraisemblablement pour lui « le système de Faure Gnassingbé », dont il tire son salaire, son passeport diplomatique et l'immunité qui en découle, lui permettant ainsi d'échapper à la prison en France.

Le système de gouvernance de Faure Gnassingbé consiste, tel un vampire, à aspirer la substantielle moelle du peuple togolais. Ainsi, lorsque le principal conseiller blanc, Koffi Souza alias Charles Debbash, tente de faire diversion en rejetant toutes les responsabilités sur le camp adverse, il se refuse, en fait, à défendre son bilan stratégique très mauvais. Bilan qui a conduit, à plusieurs reprises, à une succession d'émeutes et d'insurrection dans le pays, principalement en raison de l'usurpation de la vérité des urnes, du non-respect des droits humains et des recommandations faites pour plus de transparence et de justice dans le système existant.

² Koffi Souza laisse entendre dans son article que c'est le peuple togolais, représenté entre autres par le « Collectif Sauvons le Togo » et les différents partis de l'alternance comme les associations citoyennes de la Diaspora qui veulent achever le Togo. Dans l'entendement de Charles Debbash alias Koffi Souza, il faut comprendre que le terme « Togo » signifie le système de Faure Gnassingbé.

Quand ce juriste, spécialiste du droit public et donc de l'organisation de la modification de la Constitution togolaise, devient « *partiel* » dans ses déclarations, c'est qu'il est partial, donc nuisible pour la vérité des urnes, dangereux pour la vérité tout court. Quelle pourrait être la part de responsabilité de Charles Koffi Souza-Debbash dans la défiance entre le peuple togolais et ses dirigeants RPT/UNIR/AGO ? Avec un passeport diplomatique togolais, rien n'exclut la possibilité d'envisager de juger à terme Koffi Souza, alias Charles Debbash. S'il devait reprendre sa nationalité française et qu'il continue à échapper aux tribunaux français, la Cour pénale internationale pourrait voir là matière à corriger sa tendance à aller chercher des « Noirs » pour remplir ses prisons.

La part de responsabilité du système RPT/UNIR/AGO est grande. Les manifestations du CST et sympathisants ne doivent pas se limiter à contester le symbole du mal-développement du peuple togolais mais bien l'ensemble des agents du système. Ce sont bien des individus qui ont pris les décisions qui ont conduit le Togo vers l'impasse politique actuelle que Charles Koffi Souza-Debbash croit acceptable pour la Communauté internationale dont la France.

Si l'on en croit Mr Charles Koffi Souza-Debbash, il suffit de mettre un bâtiment pour une école ou un hôpital pour que la fonction d'éducation ou de santé publique soit remplie. Quelle ignorance profonde ! A moins qu'il ne s'agisse pour lui que de défendre ses propres besoins alimentaires, bien au-delà de ce qu'il aurait pu prétendre avoir en France, où ce repris de justice est attendu, s'il devait demain présenter un passeport français, au lieu et place du passeport diplomatique togolais, octroyé directement par Faure Gnassingbé.

2. LE TOGO EN PHASE DE DECONSTRUCTION ET DE MAL-DEVELOPPEMENT

Dire que rien n'est fait au Togo consiste à nier une évidence. Etre en mesure d'évaluer selon quel mode de gouvernance, et pour servir quels intérêts, s'opèrent les transformations revendiquées est une autre affaire. Lorsque Charles Koffi Souza-Debbash revendique le satisfecit des institutions financières internationales, cela relève de gageure. En effet, quand le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale interviennent régulièrement pour relever les dérives de la mauvaise gouvernance économique du gouvernement togolais, cela ne les empêche pas - selon leurs intérêts bien compris - de s'afficher aussi comme de fervents laudateurs de Faure Gnassingbé. Certes, grâce entre autres à l'apport de la coopération avec la Chine et celle de l'Union européenne, quelques réalisations voient le jour dans le domaine des infrastructures. Il faut s'en féliciter, alors qu'une partie importante de la population se demande déjà quelle compensation il faudra payer en retour. Les chantiers de travaux publics en cours essuient de nombreuses critiques des riverains à qui ils procurent, pour le moment, plus de désagréments que de motifs de satisfaction, sans compter les cas de corruption que tout « *audit sérieux* » pourra révéler. Au-delà du manque à gagner pour le Peuple togolais, la gouvernance de Faure Gnassingbé conseillé par Charles Koffi Souza-Debbash n'est rien d'autre qu'une politique d'« *affichage* » destinée en effet à montrer aux représentants des chancelleries en poste au Togo que « *cela bouge* » ! Faure Gnassingbé et son conseiller « Charles Koffi Souza-Debbash » prennent les ambassadeurs en poste au Togo pour des

« rigolos » que l'on peut rouler dans la farine de manioc. La non-réaction de ces derniers ne peut que conforter les premiers.

Globalement, cela n'empêche pas de s'apercevoir que les principaux indicateurs de développement sur le Togo plongent dans le rouge, avec l'augmentation régulière de la pauvreté que rappelle le nombre de citoyens pauvres directement atteint aujourd'hui au Togo, soit près de 74 % de la population. Depuis 2005, aucun gouvernement de Faure Gnassingbé n'a mis en œuvre une véritable politique sociale. Alors que le clan qui l'entoure, les militaires non-républicains qui le protègent, et l'oligarchie « arriviste » qui le soutient, étalent sans vergogne un luxe insolent et « très visible », les salaires des travailleurs ruraux, urbains et même les employés du secteur privé, stagnent désespérément. Entretemps, chacun assiste à l'augmentation exponentielle des prix des denrées de base et des services. Le pouvoir d'achat de millions de concitoyens est devenu un pouvoir de « non-achat » transformant un grand nombre de Togolais et de Togolaise en des assistés alimentaires, puisqu'ils et elles font en moyenne moins d'un repas par jour.

Dans une telle situation, on ne peut - sans mentir effrontément - affirmer que cette politique « bénéficie à tous les togolais » comme l'affirme Charles Koffi Souza-Debbash. Les risques humains et sociaux d'une telle politique sont plus importants que quelques désagréments du fait de quelques rassemblements de protestation.

3. APPRENTISSAGE DEMOCRATIQUE AU TOGO : APPRENDRE A USURPER LA VERITE DES URNES ?

Les assertions de Charles Koffi Souza-Debbash sont aux antipodes de la réalité, lorsque qu'il ose parler d'« apprentissage » de la démocratie alors que le Togo est indépendant depuis plus de 52 ans et que le peuple togolais vit sans interruption depuis quarante-deux-ans sous un régime de la dictature dont il a formaté la Constitution. Quand a-t-on vu dans le Monde une quelconque dictature accoucher de la démocratie, autrement que lorsque celle-ci a été renversée par un tsunami démocratique ?

Tout l'habillage sémantique auquel s'essaie Charles Koffi Souza-Debbash, n'a rien à voir avec une impulsion vers une ébauche de démocratisation. L'axe de démocratisation tel qu'il le conçoit, exhume certains relents de désinformation et de propagande. En marge de l'interminable feuilleton de la révision constitutionnelle et des monologues « exclusifs » auquel se livre le pouvoir dans ce domaine, parfois avec le concours bienveillant de certains leaders en quête de reconnaissance, Charles Koffi Souza-Debbash rêve d'une presse entièrement aux ordres. Il se contente des seuls journalistes et présentateurs des télévisions affidées et pour certaines financées par Faure Gnassingbé - TVT « Télévision Togolaise », TV2 « Télévision deuxième », LCF « La Chaîne Du Futur » que l'on pourrait tout aussi bien confondre avec « **La Chaîne Debbash-Faure** ». Le problème est que les journalistes non-indépendants se conduisent tels des « zélotes » au service de Faure Gnassingbé et du clan qui le soutient.

Si récemment l'Observatoire Togolais des Médias (OTM) émettait quelques réserves sur le comportement de certains journalistes qui selon lui « auraient bien besoin de leçons d'éthique et de déontologie », il ne faut peut-être pas croire que l'OTM n'est pas sous influence. Que cela serve l'émergence de la démocratie, on

peut en douter. L'OTM de son côté officie comme s'il souhaitait s'ériger en doublon du Ministère de régulation de la communication et du comité de censure qui n'a plus besoin de se cacher derrière l'OTM. La judiciarisation de la Presse, avant sa criminalisation est une constante du système du RPT/UNIR. Ce processus est de nouveau activé et en accélération. Le pouvoir avance donc par le passage en force. Soit en utilisant l'armée non-républicaine, soit par des décrets et lois concoctées par une majorité grassement « nourrie » et aux ordres. Il n'est donc pas étonnant de voir l'alliance stratégique entre ces groupes qui s'auto-protègent en vue des prochaines échéances électorales, et qui ne pourraient que perdre, si demain la communauté internationale décidait enfin de ne plus légitimer plus la « contrevérité des urnes au Togo ». Cette fois-ci, le peuple togolais a choisi de faire jouer son droit à la vigilance électorale, ce par ses propres moyens. Les citoyens togolais ont choisi les marches, les manifestations et la non-violence. Faure Gnassingbé a choisi les grenades lacrymogènes, les brutalités diverses, les enlèvements, le déni de droit et l'abus du pouvoir. Ceci grâce au concours des militaires non-républicains, qui refusent de réfléchir à la prison dans laquelle ils pourraient se retrouver à force de continuer à refuser de s'aligner sur les revendications légitimes du peuple togolais.

Tout au long de ces derniers jours, chacun a pu voir sur les médias et chaînes contrôlées par le pouvoir en place, le Ministre des Collectivités territoriales Pascal Bodjona, effectuer un véritable marathon de « *communicant* » sur tous sujets : loi sur le code électoral, découpage des circonscriptions, arrêt de la marche du « *Collectif Sauvons le Togo (CST)* », décryptage des affrontements entre policiers et manifestants, vraie ou fausse compassion envers les victimes, amende honorable suite à l'action malheureuse - pour l'image de Faure Gnassingbé et du gouvernement - de la police, et même des dépôts de gerbes pour la journée des Martyrs... Il est particulièrement singulier qu'avant et après les marches des 12 et 13 juin, ce soit lui qui ait pris la parole sur les ondes des « *télévisions-maison* » pour commenter les événements en lieu et place du Ministre de la Sécurité Gnama Latta. Le Ministre Bodjona n'en fait-il pas trop ? Serait-il le vrai Premier ministre au lieu et place du « mort-vivant » Gilbert Houngbo ? Fait-il partie des ministres que l'on veut « *fatiguer* » aux yeux de la population afin de mieux le dégommer lors d'un prochain remaniement gouvernemental ? Combien de temps, tiendra-t-il à ce rythme ? S'il doit être sacrifié, il ne peut être seul et il n'est pas sûr qu'il en accepte le principe.

Bien ficelés dans la toile tissée par la dictature et soumis à la « voix de son Maître », c'est ainsi que Charles Koffi Souza-Debbash, rêve que soient les journalistes. Mais l'exercice est difficile, car la multiplicité des médias ne permet plus de s'appuyer sur un cercle d'amis inféodés et l'achat des consciences ne fonctionne plus comme avant. Il n'est plus aussi facile d'inculquer à tous les nouveaux journalistes, la science de la duplicité et de la désinformation afin de préparer les prochaines usurpations du résultat des urnes et bien évidemment des comptes.

4. CHARLES KOFFI SOUZA-DEBBASCH VEUT-IL ACHEVER LA RESISTANCE DU PEUPLE TOGOLAIS ?

L'exercice du pouvoir est un long apprentissage, d'après M. Charles Koffi Souza-Debbash. Voici une belle Lapalissade. Sauf que dans son cas, il n'a pas eu l'occasion d'aller s'exercer en France où les juges l'attendent pour le « coffrer ». Alors, il vient jouer à l'apprenti-sorcier de la politique en contribuant à faire

modifier la constitution de 1992 adoptée par référendum par le peuple togolais. Autrement dit, Charles Koffi Souza-Debbash est contre le Peuple togolais et donc contre la démocratie. A contrario, il est donc pour le pouvoir qui utilise la force militaire et la contre-vérité des urnes pour s'imposer. La politique, art de la gestion de la chose publique, serait bien la seule activité où certains continuent de croire qu'il ne faut pas avoir de formation. Cet état de fait a conduit à scléroser les pouvoirs établis et à faire disparaître les valeurs et le sens comme fondement de l'action politique.

Depuis près de cinq décennies, le système RPT, puis RPT/AGO, maintenant dissimulé sous l'étiquette UNIR pour mieux digérer les AGO, continue à bloquer la vie politique au Togo. Oui, l'opposition a besoin d'un programme cohérent permettant de se rassembler autour d'une direction collégiale commune où les personnalités doivent émerger sur la base des suggestions et du vote démocratique à bulletin secret. Le CVU-Togo-Diaspora n'a de cesse de participer à la réflexion et de faire des propositions pour l'émergence de la vérité des urnes au Togo. Si c'est l'armée non-républicaine qui contribue à préserver le système actuel, alors les dirigeants de la communauté internationale qui financent ces militaires, soutiens de la contre-vérité des urnes, doivent prendre leur responsabilité en « désarmant » ces militaires, en leur coupant le budget d'aide « dite » au développement ou à la formation, qui finit par renforcer le système anti-démocratique de « passage en force » de Faure Gnassingbé.

CVU-Togo-Diaspora a régulièrement rappelé, depuis mars 2010, que l'alternance passe par un marathon démocratique. Le Front républicain pour l'alternance et le Changement (FRAC) avait aussi lancé une « **Résistance-Marathon citoyenne** » ponctuée par les marches régulières du samedi au Togo. Face à une énième élection présidentielle usurpée frauduleusement par Faure Gnassingbé, l'ensemble des associations de la société civile porteuses des valeurs républicaines de justice, d'égalité, de liberté, de vérité des urnes et des comptes n'ont plus d'autre alternative pour libérer le Togo que de témoigner leur désapprobation dans la rue. Charles Koffi Souza-Debbash qui voit que ses intérêts alimentaires pourraient disparaître, mène donc aussi un combat de survie et défend, corps et esprit (et non l'âme), les tenants d'un système militaro-civil antirépublicain dont il partage pleinement les options. Il est donc un co-responsable des mécontentements populaires.

5. ORGANISER CE QUI EST « EPARS » ET DECIDER SUR UNE BASE DEMOCRATIQUE

Il est impérieux et urgent que l'ensemble des forces sociales « *syndicales et associatives* » et politiques, aspirant à l'alternance se rassemblent. Ces forces doivent se mobiliser et structurer leur organisation sur le long-terme car il s'agit d'un marathon démocratique qui prend les couleurs d'une « **Résistance-Marathon citoyenne** » engagée depuis mars 2010. Cette résistance propose de ne retenir comme projet politique pour le Togo que le projet politique et social qui reçoit un consensus et un soutien de la majorité des citoyens togolais.

Attendre n'est pas une option. Le système de Faure Gnassingbé prépare déjà activement, de nouveaux instruments et approches pour conserver le pouvoir en se montrant disposé à aller à un énième dialogue. Le niveau de la mobilisation commencée dès mars 2010, qui n'a cessé de grandir et a trouvé un point de culminace les 13 et 14 juin ne doit pas s'essouffler. Les affirmations de Charles Koffi Souza-Debbash ont

permis de mieux saisir les desseins inavoués de son patron Faure Gnassingbé, à savoir se perpétuer au pouvoir après 2015. Le désir de changement qui anime une grande majorité des citoyens togolais pourrait prendre des tournures inattendues et précipiter l'avènement de l'alternance. Par ricochet, ce sera vraisemblablement le retour en France pour celui qui risque de perdre sa nationalité togolaise par déchéance et son statut diplomatique par la confiscation de son passeport diplomatique togolais. Alors redevenu français, il pourra toujours trouver une autre solution « africaine » pour éviter d'aller purger la peine dont il a écopé en France. Charles Koffi Souza-Debbash est donc devenu un facteur de « rassemblement du peuple togolais » qui opte pour l'alternance. C'est donc bien une nouvelle opportunité offerte aux partis de l'alternance d'organiser et de « réunir ce qui est épars » à partir d'un système décisionnel démocratique.

6. RECOMMANDATIONS DU CVU-TOGO-DIASPORA

Aussi le CVU-Diaspora propose et souhaite que :

- 6.1 la mobilisation des forces vives de la Nation togolaise puisse opérer un saut qualitatif en passant de l'image d'un cartel d'organisations indépendantes réunies par les aléas de la résistance à celle de forces citoyennes rassemblées portant une vision commune, un projet commun fondé sur l'unité dans la diversité avec comme ambition de transformer la société togolaise vers l'amélioration du mieux-être pour tous ;
- 6.2 la définition de la forme, de la nature et de la stratégie de la structure politique et organisationnelle de l'unité des partis et mouvements citoyens, y compris avec la Diaspora, repose sur un système décisionnel en interne et la transparence ; c'est une condition sine qua non pour une adhésion large et plurielle de la population et plus particulièrement de la partie républicaine de l'armée et de la communauté internationale ;
- 6.3 le projet de société repose sur la compréhension du Togo comme le « *Togo, notre bien commun* » à l'image des conclusions du Conseil Mondial de la Diaspora Togolaise (CMDT), comme une impérieuse nécessité. Le mode décisionnel ne peut qu'être démocratique afin de rompre avec les pratiques du clientélisme politique, du clanisme et du clivage ethnique trop souvent utilisé comme prétexte par le pouvoir de Faure Gnassingbé ;
- 6.4 le peuple togolais reprenant confiance dans sa capacité à faire l'histoire du Togo, ne perde pas confiance ; c'est entre ses mains seules que réside la capacité à faire aboutir l'alternance politique, la « *dé légitimation* » de la communauté internationale se fera graduellement ;
- 6.5 l'aspiration à l'alternance ne cesse de s'affirmer et de se renforcer, car en effet la partie républicaine des Forces armées togolaises donc respectueuse de l'éthique - dont la moitié de sa famille est parmi les manifestants – ne peut accepter au nom de cette éthique, d'exécuter l'ordre d'aller « gazer » un autre membre de sa famille ou des parents proches ;
- 6.6 les militaires non républicains de l'armée togolaise ne puissent légitimement revendiquer et prétendre qu'ils assurent l'ordre public, alors que certains d'entre eux - qui auraient pu encadrer

sans violence les marches pacifiques - n'ont, délibérément, pas empêché le clan et l'oligarchie qui ont fait du Togo une propriété privée, de continuer à oublier de distribuer les fruits de la croissance économique. En cela, leur coresponsabilité dans le retard de l'avènement de l'alternance pacifique du Togo sera jugée par l'Histoire, et vraisemblablement par des Tribunaux en charge du rétablissement de la Vérité des faits. Cette justice, différente de celle du CVJR, sonnera le retour de la confiance entre les dirigeants et le peuple au Togo ; enfin, que

6.7 ceux qui ont voulu transformer les citoyens togolais en « *morts-vivants* » se réveillent car ils sont dans l'erreur : le Peuple togolais est vivant et retrouvera son esprit d'unité, au-delà des clivages et autres considérations partisans.



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

François Fabregat
Directeur de Communication

ANNEXE 1 : TEXTE CONTESTE PAR CVU-TOGO-DIASPORA

Début

TOGO VIVANT

Publié le 25/06/2012 <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Editos/Togo-vivant>
<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Editos/Togo-vivant>

Le Togo est lancé dans une phase de reconstruction et de développement. Cette politique n'est pas réservée à la majorité ou à l'opposition. Elle bénéficie à tous les Togolais. Elle est jugée favorablement par les institutions financières internationales. Certes tout n'est pas parfait. Certes de nombreuses insatisfactions demeurent tant les besoins sont immenses. Mais l'impulsion est donnée dans le bon sens.

Parallèlement, le Togo poursuit son apprentissage démocratique et son cheminement vers l'Etat de droit. Dans ce cadre, des élections législatives et locales doivent être organisées dans les prochains mois. Il n'en fallait pas davantage pour que la fièvre s'empare d'une partie de l'opposition. Et voici qu'on la voit ressortir l'arsenal désuet des années 90 dont on sait combien il a fait du mal au Togo : Atteintes à la liberté de circulation et du travail, sit-in, casses ciblées des biens publics et privés, mot d'ordre de « *Togo mort* » .insultes dans la presse aux responsables.

Est-il encore permis de donner quelques conseils à ces négativistes. L'exercice du pouvoir est un long apprentissage. C'est par la formation des cadres et des militants que l'on peut espérer conquérir le pouvoir. C'est en élaborant un programme que l'on peut envisager de séduire les électeurs. C'est en participant aux élections que l'on montre sa force.

Le Togo est vivant et bien vivant. Il n'est pas à la disposition de ceux qui veulent l'achever.

Koffi Souza*

Fin

*Note : Koffi Souza a été « rebaptisé » par cvu-togo-diaspora : « Charles Koffi Souza-Debbash », ce en respect de la politique d'authenticité imprimée par les pères fondateurs de la contrevérité des urnes dont Charles Koffi Souza-Debbash lui-même !